



18/05/2011
APC

PRÉFET D'EURE-ET-LOIR

Direction Départementale de la Cohésion
Sociale et de la Protection des Populations
D'Eure-et-Loir
Service Environnement et Nature

Arrêté préfectoral complémentaire
relatif à la réalisation d'aménagements dans le cadre de la réhabilitation
de l'ancien centre d'enfouissement technique de Lucé
et à la réalisation d'un suivi post-exploitation

exploitant : CHARTRES METROPOLE

0696420110518apc

Le Préfet d'Eure-et-Loir,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,

Vu le code de l'environnement et notamment ses articles L.512-7 et R.512-78 ;

Vu l'arrêté du 09 septembre 1997 modifié, relatif aux installations de stockage de "déchets non dangereux" ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 602 du 20 mars 1972 autorisant le Syndicat intercommunal de l'agglomération chartraine à installer et à exploiter un dépôt de déchets ménagers et industriels en décharge contrôlée sur le territoire de la commune de Lucé ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 3613 du 28 décembre 1979 modifiant l'autorisation d'exploiter la décharge contrôlée de Lucé (extension) ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 145 du 17 janvier 1990 réglementant l'extension de la décharge contrôlée de résidus urbains de Lucé ;

Vu les récépissés de changements d'exploitant en date du 25 mai 1993 au profit de la société STANEXEL et en date du 5 novembre 1998 au profit de la société GENET, devenue SITA CENTRE OUEST ;

Vu le mémoire de cessation d'activité – version juillet 2009 – transmis par SITA CENTRE OUEST le 16 juillet 2009 à Monsieur le Préfet d'Eure-et-Loir, et son additif déposé le 23 août 2010 ;

Vu la demande de changement d'exploitant au profit de CHARTRES METROPOLE en date du 7 août 2009 ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées suite à la visite du site effectuée le 26 août 2009 ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées du 17 février 2011 ;

Vu l'avis du Conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologique du 14 avril 2011 ;

Considérant que le respect des prescriptions de l'arrêté préfectoral du 17 janvier 1990 susvisé nécessite des travaux d'aménagement complémentaires ;

Considérant que ces travaux d'aménagement sont décrits dans le dossier de cessation d'activité susvisé ;

Considérant que le centre d'enfouissement technique de Lucé a cessé d'admettre des déchets depuis juillet 2000 ;

Considérant qu'il est nécessaire de poursuivre un suivi post-exploitation du site ;

Considérant qu'il convient de prendre des mesures pour surveiller la qualité des eaux souterraines ;

Sur proposition de M. le Secrétaire Général de la Préfecture d'Eure-et-Loir ;

ARRETE

Article 1 :

CHARTRES METROPOLE, dont le siège social est situé 3 rue Charles Brune – BP 90085 – 28112 Lucé cedex, se substitue à la société SITA CENTRE OUEST pour les autorisations susvisées relatives au site de l'ancien centre d'enfouissement technique de Lucé, situé sur les communes de Lucé (parcelles AW 130, 131, 136, 161, 162, 181 à 188) et de Fontenay-sur-Eure (parcelles ZE 19 à 22 et 35 à 38).

CHARTRES METROPOLE est tenue de respecter les prescriptions des actes administratifs antérieurs applicables au site et de se conformer aux prescriptions visées aux articles du présent arrêté.

Article 2 : Phasage

L'exploitant réalise l'aménagement du site en 2 phases :

- 1^{ère} phase : aménagement réalisé conformément au schéma de réaménagement présenté dans les dossiers initiaux de cessation d'activité (version juillet 2009) et de demande de servitudes d'utilité publique (version août 2009) ;
- 2^{ème} phase : création d'une piste cyclable en périphérie du site, conformément aux additifs d'août 2010 (modification de l'emprise des servitudes n°2 et n°3 sur les parcelles ZE 19 et ZE 20 pour en exclure le tracé de la voie de circulation douce).

Article 3 : Travaux d'aménagement – 1^{ère} phase

L'exploitant est tenu de respecter les aménagements décrits dans son dossier de cessation d'activité – version juillet 2009 – référencé A47401/B, notamment les points suivants :

- Gestion du biogaz ;
- Gestion des lixiviats ;
- Gestion des eaux pluviales ;
- Modelage et couverture de la décharge ;
- Maîtrise des accès ;
- Stabilité des ouvrages.

Article 3.1 - Réseau de collecte du biogaz :

L'exploitant met en place un réseau de captage du biogaz, composé de 28 puits de captage assurant l'extraction (sans destruction) du biogaz : 22 puits de captage sur la zone historique et 6 sur la zone d'extension.

Les caractéristiques de ces puits sont les suivantes :

- espacement : 50 m,
- diamètre : 600 mm,
- profondeur : 8 à 10 m,
- diamètre du drain PEHD : 150 mm,
- annulaire rempli de cailloux,
- mise en place d'une buse béton perforée en tête de puits pour protéger des intrusions extérieures.

Article 3.2 - Collecte et traitement des lixiviats :

3.2.1 - zone historique (exploitation 1972-1993) :

L'exploitant réalisera un puits de contrôle au niveau du dôme réhabilité, dont la profondeur est égale à l'épaisseur des déchets moins 2 m soit de l'ordre de 10 m.

Ce puits fait l'objet d'un contrôle, décrit à l'article 5 du présent arrêté, dans le cadre du suivi post-exploitation du site, afin de contrôler le niveau d'eau dans le massif de déchets.

En cas de détection d'un niveau d'eau pouvant remettre en question la stabilité des talus, l'exploitant réalise une étude hydrodynamique couplée à une étude géotechnique pour dimensionner les ouvrages à mettre en place pour permettre un abattement du niveau statique.

3.2.2 - zone de l'extension (exploitation 1993-2000)

Après réalisation des travaux de couverture de la zone historique, l'exploitant élabore un diagnostic technique du réseau de drainage et de collecte des lixiviats, afin d'appréhender le stock d'eaux internes présentes et pompables.

Ce diagnostic comprend :

- 1 inspection visuelle des 5 regards,
- des essais de pompage le cas échéant,
- des prélèvements, tous les 2 mois, pendant 1 an, des eaux présentes avec analyses physico-chimiques sur les paramètres suivants : chrome VI, Cd, Pb, Hg, As, Fluorures, Cyanures libres, HC totaux, organohalogénés.

Ce diagnostic est réalisé sur une période de 1 an, afin d'appréhender l'impact éventuel de la mise en place du complément de couverture. A l'issue de cette période, un rapport de synthèse est adressé à l'inspection des installations classées.

En fonction des résultats du diagnostic technique, l'exploitant justifie auprès de l'inspection des installations classées la nécessité de raccorder ou non les regards au dispositif de traitement des lixiviats.

Au vu des résultats du diagnostic, l'exploitant procède aux opérations de réfection des lagunes de traitement des lixiviats :

- mise en place d'un dispositif de pompage des lixiviats via 3 des 5 regards (complété en fonction de la quantité des lixiviats) avec raccordement aux bassins de traitement des lixiviats ;
- étanchéification du 1^{er} bassin (lagune anaérobie : décantation, rétention et précipitation de certains métaux) ;
- aménagement du 2^{ème} bassin en lit filtrant superficiel à macrophytes (réduction des effluents par évapotranspiration et diminution des concentrations en phosphore et nitrates) ;
- aménagement du 3^{ème} bassin en lit filtrant souterrain, planté de macrophytes (piégeage des métaux, dénitrification des effluents), et relié à un filtre à sable (finalisation du traitement des effluents avant rejet au milieu naturel).

Article 3.3 - Gestion des eaux pluviales :

Le réseau de collecte et de gestion des eaux pluviales est constitué par un ensemble de fossés étanches de couverture raccordés à un bassin de rétention/décantation des eaux pluviales.

L'exploitant procède aux opérations suivantes :

- création de fossés étanches de couverture sur la zone historique,
- mise en œuvre de descentes d'eaux pluviales,
- réfection et curage des fossés existants,
- création d'un bassin de rétention/décantation des eaux pluviales de 1140m³,
- raccordement du bassin au ru de la Cavée.

Le bassin est équipé d'une vanne permettant les prélèvements dans le cadre du suivi environnemental avant rejet dans le ru de la Cavée.

Article 3.4 - Modelage et couverture de la décharge :

La couverture finale est composée de :

- 1 couche de perméabilité comprise entre 1.10^{-7} et 1.10^{-8} m/s,
- 1 couche de drainage des eaux,
- 1 couche végétale.

L'exploitant procède aux opérations de modelage puis de couverture de la décharge décrites dans le dossier de cessation d'activité, notamment :

3.4.1 - sur la zone historique :

- ♦ modelage :
 - défrichage et débroussaillage,
 - évacuation en centre spécialisé des déchets rencontrés en superficie,
 - terrassement en déblai/remblai pour constituer un modelé assurant la gestion des eaux pluviales (pentes de 2 à 3 %),
 - recompactage ;
- ♦ couverture :
 - terrassement en déblai/remblai de la couche d'argile à silex sur 0,40 m,
 - mise en place d'un complément d'argile à silex pour obtenir 0,70 m,
 - mise en place de matériaux végétalisables sur 0,30 m,
 - nivellement ,
 - ensemencement,
 - étanchéification des fossés de couverture à l'aide d'un géocomposite de rétention des terres, recouvert de 0,30 m de matériaux végétalisables ;

3.4.2 - sur la zone de l'extension :

- ♦ modelage :
 - défrichage, débroussaillage, nettoyage,
 - terrassement des monticules présents sur la couverture finale pour intégration au modelé de la zone historique,
 - reprofilage à l'aide de matériaux végétalisables pour constituer un modelé assurant la gestion des eaux pluviales (pentes de 2 à 3 %),
 - recompactage ;
- ♦ couverture :
 - mise en place de matériaux végétalisables sur 0,30 m ;
 - nivellement ;
 - ensemencement.

Article 3.5 - Maîtrise des accès

L'exploitant procède aux aménagements suivants :

- réfection de la clôture périphérique ;
- mise en place d'une chaîne cadenassée à l'entrée du site ;
- affichage de l'interdiction de dépôt ;
- affichage de l'interdiction d'entrée.

A proximité immédiate de l'entrée principale, est placé un panneau de signalisation et d'information sur lequel sont notés :

- installation classée pour la protection de l'environnement,
- identification de l'installation de stockage,
- numéro et date des arrêtés préfectoraux d'autorisation,
- raison sociale et adresse de l'exploitant,
- interdiction d'accès à toute personne non autorisée.

Article 4 : Travaux d'aménagements – 2^{ème} phase

Avant tout démarrage des travaux de la seconde phase, l'exploitant transmet au Préfet un dossier comportant tous les éléments d'appréciation nécessaires :

- des plans,
- le tracé précis de la piste cyclable,
- la description des modifications engendrées par la création de la piste cyclable, par rapport au dossier initial de cessation d'activité (version juillet 2009),
- une analyse des impacts du projet, notamment sur la gestion des eaux et du biogaz du site :
 - localisation des aménagements par rapport aux emplacements des puits prévus dans le dossier initial de cessation d'activité (version juillet 2009),
 - modification de la couverture le cas échéant par extension de la surface imperméabilisée,...

Le lancement de la seconde phase est soumis à accord préalable de l'inspection des installations classées.

Article 5 : Suivi post-exploitation

L'exploitant met en place un suivi post-exploitation d'une durée minimale de 5 ans selon l'échéancier figurant à l'article 7 du présent arrêté.

Au terme de cette période de suivi, l'exploitant adresse au service de l'inspection des installations classées un rapport sur l'état du site accompagné d'une synthèse des mesures effectuées depuis la mise en place de la couverture finale. En fonction des résultats obtenus, l'inspection des installations classées fixe les modalités de poursuite du suivi post-exploitation.

Le suivi post-exploitation porte a minima sur les contrôles suivants :

Article 5.1 - Contrôle sur les eaux souterraines :

L'exploitant met en place un programme de surveillance de la qualité des eaux souterraines dans les modalités définies à l'annexe V de l'arrêté ministériel du 9 septembre 1997 modifié.

La surveillance porte sur les prélèvements effectués au niveau des 2 piézomètres définis dans le dossier de cessation d'activité (version juillet 2009) : 1 piézomètre en amont hydraulique (situé en périphérie du site) et 1 piézomètre en aval hydraulique (situé rue du Général Leclerc à Lucé). Ces puits sont réalisés conformément aux normes en vigueur ou, à défaut, aux bonnes pratiques.

Les analyses des eaux souterraines sont réalisées, aux frais de l'exploitant, sur les paramètres suivants : aspect, couleur, pH, conductivité, DBO5, DCO, TH, TAC, NO₃⁻, Cl⁻, SO₄²⁻, NH₄⁺, K⁺, Na⁺, phénols, hydrocarbures, Fe, Zn, Cu, Cd, Pb, Hg, Cr, chloroforme, trichloréthane, tétrachlorure de

carbone, trichloroéthylène, tétrachloroéthylène, recherche bactériologique, Mn, Se, Ca, Mg, PO_4^{3-} , NO_2^- .

Les analyses sont effectuées à fréquence trimestrielle pendant 2 ans puis à fréquence semestrielle (hautes et basses eaux) pendant 3 ans.

Les résultats de tous les contrôles et analyses sont communiqués à l'inspection des installations classées selon une fréquence annuelle. Ils sont archivés par l'exploitant pendant une durée qui ne peut être inférieure à la période de suivi.

En cas d'évolution défavorable et significative d'un paramètre mesuré constatée par l'exploitant et l'inspection des installations classées, les analyses périodiques effectuées conformément au programme de surveillance susvisé sont renouvelées pour ce qui concerne le paramètre en cause et éventuellement complétées par d'autres. Si l'évolution défavorable est confirmée, l'exploitant en informe sans délai le préfet et met en place un plan d'action et de surveillance renforcée. L'exploitant adresse, à une fréquence trimestrielle un rapport circonstancié sur les observations obtenues en application du plan de surveillance renforcé.

Article 5.2 - Contrôle sur les eaux superficielles :

Une analyse des eaux superficielles est réalisée, aux frais de l'exploitant, sur les paramètres suivants : pH, conductivité, potentiel rédox, sulfates, chlorures, fluorures, nitrates, nitrites, ammonium, DBO5, DCO, MES, NTK, fer, zinc, chrome, cuivre, Hg, Cd, Pb, HC totaux, indice phénols.

Ces analyses sont à effectuer à fréquence trimestrielle pendant 2 ans puis à fréquence semestrielle pendant 3 ans, au niveau de la sortie du bassin de rétention des eaux pluviales dans le ru de la cavée.

Les paramètres mesurés doivent respecter les valeurs limites fixées à l'article 5.3 ci-dessous.

Les résultats des mesures sont transmis à l'inspection des installations classées, accompagnés des informations sur les causes des dépassements constatés ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées, selon une fréquence trimestrielle.

Article 5.3 - contrôle sur les lixiviats :

Une analyse des lixiviats est réalisée, aux frais de l'exploitant, sur les paramètres figurant dans le tableau ci-dessous.

Ces analyses sont réalisées sur les lixiviats, avant rejet au milieu naturel, à fréquence trimestrielle pendant 2 ans puis semestrielle pendant 3 ans.

Les paramètres mesurés doivent respecter les valeurs limites suivantes :

Matières en suspension totale (MEST)	< 100 mg/l si flux journalier max. < 15 kg/j. < 35 mg/l au-delà
Carbone organique total (COT)	< 70 mg/l
Demande chimique en oxygène (DCO)	< 300 mg/l si flux journalier max. < 100 kg/j. < 125 mg/l au-delà.
Demande biochimique en oxygène (DBO5)	< 100 mg/l si flux journalier max. < 30 kg/j. < 30 mg, au-delà.
Azote global.	Concentration moyenne mensuelle < 30 mg/l si flux journalier max > 50 kg/j.
Phosphore total.	Concentration moyenne mensuelle < 10 mg/l si flux journalier max. > 15 kg/j.
Phénols.	< 0,1 mg/l si le rejet dépasse 1g/j

Métaux totaux dont :	< 15 mg/l.
Cr6+	< 0,1 mg/l si le rejet dépasse 1 g/j.
Cd	< 0,2 mg/l.
Pb	< 0,5 mg/l si le rejet dépasse 5 g/j.
Hg	< 0,05 mg/l.
As	< 0,1 mg/l.
Fluor et composés (en F).	< 15 mg/l si le rejet dépasse 150 g/j.
CN libres.	< 0,1 mg/l si le rejet dépasse 1 g/j.
Hydrocarbures totaux.	< 10 mg/l si le rejet dépasse 100 g/j.
Composés organiques halogénés (en AOX ou EOX).	< 1 mg/l si le rejet dépasse 30 g/j.

Note : Les métaux totaux sont la somme de la concentration en masse par litre des éléments suivants: Pb, Cu, Cr, Ni, Zn, Mn, Sn, Cd, Hg, Fe, Al.

Article 5.4 - Contrôle du biogaz :

L'exploitant réalise une campagne de mesures en fin de travaux de réaménagement, sur les paramètres suivants : CH₄, CO₂, O₂, H₂S, CO.

Les résultats de cette campagne sont communiqués à l'inspection des installations classées. En fonction des résultats, des campagnes complémentaires peuvent être envisagées.

L'exploitant procède à une visite semestrielle avec inspection visuelle des regards des puits de captage et d'évacuation à l'air libre du biogaz.

Article 5.5 - Suivi des tassements :

L'exploitant réalise un suivi topographique du site, tous les ans pendant 3 ans, puis tous les 2 ans.

L'exploitant fait réaliser une surveillance annuelle de l'état des digues et des talus par un géotechnicien.

Article 5.6 - Surveillance générale :

L'exploitant procède à des visites semestrielles du site afin de veiller à l'entretien général du site et au suivi des opérations. Le compte rendu de chaque visite est adressé à l'inspection.

L'exploitant est tenu de déclarer sans délai au service d'inspection des installations classées les accidents et incidents qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.

Les dépenses occasionnées par les analyses, campagnes de mesures, interventions d'urgence, remises en état, consécutives aux accidents et incidents, sont à la charge de l'exploitant.

Article 6 : Documents de suivi :

L'exploitant tient à disposition de l'inspection des installations classées l'ensemble des documents suivants :

- bordereaux d'analyses en laboratoire,
- compte rendu de visite de surveillance générale,
- rapport annuel de suivi d'exploitation avec synthèse des résultats obtenus,
- rapport de fin de première période de suivi quinquennale.

Les résultats des analyses prévues par le présent arrêté doivent être consignés dans des registres et communiqués à l'inspection des installations classées selon les modalités et fréquences fixées au présent arrêté.

Les rapports annuels et de fin de période de suivi sont adressés à l'inspection des installations classées.

Le service d'inspection des installations classées peut demander à tout moment la réalisation inopinée ou non, de prélèvements et analyses d'effluents liquides ou gazeux, de déchets ou de sol. Les frais occasionnés sont à la charge de l'exploitant.

Une convention avec un organisme extérieur compétent peut définir les modalités de réalisation de ces contrôles inopinés à la demande de l'inspection des installations classées.
Tous les résultats de ces contrôles sont archivés par l'exploitant pendant une durée d'au moins 5 ans.

Article 7 : échéancier :

L'exploitant est tenu de respecter l'échéancier suivant :

Opérations	échéances
phase de travaux : mise en place des aménagements (article 3)	6 mois à compter de la notification du présent arrêté
phase de diagnostic technique relatif à la gestion des lixiviats (article 3.2)	12 mois à compter de la notification du présent arrêté
phase de suivi quinquennal (article 5)	Fin de la phase de diagnostic technique + 6 mois : remise du 1 ^{er} rapport annuel permettant de statuer sur la nécessité de réhabiliter les bassins de traitement des lixiviats
	Fin de la phase de diagnostic technique + 12 mois : remise du 2 ^{ème} rapport annuel permettant des adaptations éventuelles du programme de suivi (paramètres et fréquences des analyses).
	Fin de la phase de diagnostic technique + 4 ans : Remise du rapport de fin de période quinquennale permettant de déterminer les modalités de poursuite du suivi post-exploitation.

Article 8 : Frais

Tous les frais occasionnés par les études et les travaux menés en application du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

Article 9 : Sanctions

En cas d'inexécution des dispositions du présent arrêté, indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, il sera fait application des mesures prévues à l'article L.541-3 du code de l'environnement.

Article 10 : Notification

Le présent arrêté sera notifié au représentant de la société CHARTRES METROPOLE par voie postale et affiché pendant un mois en mairie de Lucé et de Fontenay-sur-Eure.

Copies conformes en seront adressées à Monsieur le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement Centre, à Monsieur le maire de la commune de Lucé et Monsieur le maire de la commune de Fontenay-sur-Eure.

Article 11 : Délais et voies de recours

A – Recours administratif

Le pétitionnaire peut présenter, dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté :

- un recours gracieux, adressé à M. le Préfet d'Eure-et-Loir, Direction départementale de la cohésion sociale et de la protection des populations, service environnement et nature – 15 place de la République – 28019 CHARTRES cedex.
- un recours hiérarchique, adressé à M. le Ministre de l'Ecologie, du développement durable des transports et du logement – Direction générale de la prévention des risques – Arche de La Défense – Paroi Nord – 92055 La Défense Cedex.

Le silence gardé par l'administration pendant plus de deux mois sur la demande de recours gracieux ou hiérarchique emporte décision implicite de rejet de cette demande, conformément à l'article R. 421-2 du code de justice administrative.

L'exercice d'un recours administratif ne suspend pas le délai fixé pour la saisine du tribunal administratif.

B – Recours contentieux

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction

Il peut être déféré au Tribunal Administratif, 28 rue de la Bretonnerie – 45057 ORLEANS Cedex :

- 1) par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée,
- 2) par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage de ces décisions, le délai de recours continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service.

Tout recours doit être adressé en recommandé avec accusé de réception.

Article 12 : Application

Le Secrétaire Général de la Préfecture d'Eure-et-Loir, le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement Centre, l'Inspecteur des installations classées, le Maire de la commune de Lucé, le Maire de la commune de Fontenay-sur-Eure, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à CHARTRES, le 18 mai 2011

LE PREFET,
Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général,


Blaise GOURTAY

